

Leçon 1.4



Cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Expliquer le cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU et souligner l'importance de certains aspects du droit international pour le personnel de maintien de la paix.

Pertinence

En tant qu'agent de maintien de la paix, vous êtes un **ambassadeur informel de l'ONU** et de votre pays dans tout ce que vous faites. Vous êtes également un **modèle**.

En tant qu'ambassadeur informel, vous êtes déployé pour représenter l'ONU et assumer ses importantes responsabilités. En tant que modèle, vous encouragez les autres en donnant le bon exemple.


En tant qu'ambassadeur informel et modèle, il est important que vous **sachiez ce que vous pouvez et ne pouvez pas faire**. C'est le cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU qui fournit ces informations.

Cette leçon porte sur le droit international en tant qu'élément essentiel du cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Il vous est interdit de violer le droit international relatif aux droits humains ou le droit international humanitaire. Les agents de maintien de la paix de l'ONU ne doivent en aucun cas être impliqués dans des actes de violence sexuelle ou d'exploitation de femmes, d'enfants ou de la population locale.

Diapositive 1



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Objectifs

- Expliquer le cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU et souligner les aspects du droit international importants pour le personnel de maintien de la paix.

Pertinence

- En tant que personnel de maintien de la paix, vous êtes un ambassadeur informel de l'ONU et de votre pays. Vous êtes également un modèle.
- Il est important que vous sachiez ce que vous pouvez et ne pouvez pas faire. Le cadre juridique fournit ces informations.
- Vous ne devez pas violer le droit international relatif aux droits humains ou le droit international humanitaire.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1


Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. De décrire le cadre juridique régissant les opérations de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que les sources et documents clés qui les soutiennent.
2. D'expliquer le concept des droits humains et le rôle du droit international relatif aux droits humains (DIDH) dans la gestion des conflits armés dans des contextes internationaux et non internationaux.
3. De décrire le droit international humanitaire (DIH) et expliquer pourquoi il est parfois appelé droit de la guerre ou droit des conflits armés.
4. D'expliquer les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF) dans le cadre des activités de maintien de la paix de l'ONU.

Diapositive 2



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Résultats de l'apprentissage

1. Décrire le cadre juridique régissant les opérations de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que les sources et documents clés qui les soutiennent.
2. Expliquer le concept des droits humains et le rôle du droit international relatif aux droits humains (DIDH) dans la gestion des conflits armés dans les contextes internationaux et non internationaux.
3. Présenter le droit international humanitaire (DIH) et expliquer pourquoi il est parfois appelé « droit de la guerre » ou « droit des conflits armés ».
4. Expliquer les règles d'engagement (RDE) et les directives sur le recours à la force pour la police (DRF) dans le cadre des activités de maintien de la paix de l'ONU.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 45 minutes (Activité d'apprentissage 1.4.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Importance du cadre juridique	4-5	3
Activité d'apprentissage obligatoire 1.4.1 : Expériences des règles et des lois	5-6	–
Cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU	6-8	5
Charte des Nations Unies	8-10	6
Droit international relatif aux droits humains	11-15	7-12
Droit international humanitaire	16-20	13-16
Règles d'engagement et la Directive sur l'usage de la force	21-23	17
Autres aspects du cadre juridique	23-30	23-25
Clôture de la leçon	31	26
Document – Résumé des messages clés	32-33	–

Activités d'apprentissage facultatives

Activité d'apprentissage facultative 1.4.2 : Droit international relatif aux droits humains	<i>Voir 1.4 Aide à l'apprentissage</i>
Activité d'apprentissage facultative 1.4.3 : Droit international humanitaire – Qui est protégé ?	



Conseils aux formateurs : Reportez-vous à 1.4 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur la manière de commencer la leçon, les consignes relatives aux activités d'apprentissage, les activités d'apprentissage facultatives, l'évaluation de l'apprentissage et les références.

La leçon

Importance du cadre juridique



Conseils aux formateurs : Rappelez aux apprenants que le maintien de la paix de l'ONU est guidé par les principes de base présentés dans les leçons précédentes et par le droit international. Les principes, les règles et les lois établissent des normes pour les agents de maintien de la paix ainsi que pour les citoyens et les groupes ordinaires. L'un des objectifs des opérations de maintien de la paix de l'ONU est d'apporter plus d'ordre et de sécurité aux personnes dans des situations de conflit violent où les lois sont enfreintes et ignorées.

Diapositive 3



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Importance du cadre juridique

- Apporte une légitimité
- Oriente les actions et les tâches des opérations de maintien de la paix de l'ONU
- Guide les agents de maintien de la paix dans leurs fonctions officielles et dans leur conduite personnelle



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3



Message clé n°1 : Le cadre juridique désigne l'ensemble des règles et des lois qui régissent les actions, les tâches et la conduite des opérations de maintien de la paix et de leur personnel.


Le cadre juridique est essentiel pour les raisons suivantes :

- **Il confère une légitimité.** L'ONU n'entreprend aucune opération de maintien de la paix sans en avoir clairement l'autorisation. L'autorisation confère le pouvoir et le droit légitime d'entreprendre des actions de maintien de la paix.
- **Il oriente les actions et les tâches de l'opération de maintien de la paix.** Les opérations de maintien de la paix de l'ONU visent à promouvoir et à protéger les droits humains et autres lois internationales. Le respect des droits humains a des effets positifs sur la paix. Les agents de maintien de la paix sont tenus d'assurer la protection spéciale de certains groupes vulnérables ou victimes de discrimination, tels que les femmes, les minorités, les enfants, les réfugiés, les personnes handicapées et les personnes déplacées internes (PDI). La protection des civils menacés est devenue un élément essentiel des mandats de maintien de la paix de l'ONU.
- **Il guide les agents de maintien de la paix dans leurs fonctions officielles et dans leur conduite personnelle.** L'ONU attend des agents de maintien de la paix qu'ils respectent les mêmes normes strictes en matière de comportement dans leur vie privée que dans leur vie professionnelle. Les autorités traitent les cas de mauvaise conduite avec fermeté, équité et rapidité. Cela inclut les cas d'inconduite grave tels que l'exploitation et les abus sexuels.

Activité d'apprentissage obligatoire 1.4.1

Diapositive 4



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Activité d'apprentissage obligatoire 1.4.1 : Expériences en matière de règles et de lois

Objet : Attirer l'attention des apprenants sur l'importance du droit international

Temps imparti : 10 minutes

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 4

Expériences des règles et des lois


Méthode Visuels, brainstorming

Objet	Attirer l'attention des apprenants sur l'importance du droit international
Temps imparti	5 à 10 minutes
Voir 1.4 Aide à l'apprentissage pour les consignes	

Cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Diapositive 5



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Hiérarchie des lois et politiques de l'ONU

En matière d'opérations de maintien de la paix

- La Charte
- Droit international relatif aux droits humains, droit humanitaire et droit des réfugiés
- Mandat du Conseil de sécurité
- Accord sur le statut des forces ou le statut de la mission (ASSF/ASSM)
- Protocole d'accord (PA) entre l'ONU et les pays fournisseurs de troupes et d'agents de police (PFT/A)
- Règles et règlements de l'ONU
- Règles d'engagement (RDE) et directives sur le recours à la force (DRF)

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 5



Message clé n°2 : Tout le personnel de l'ONU engagé dans des missions de maintien de la paix est soumis à des règles juridiques contraignantes, à commencer par celles qui figurent dans la Charte des Nations Unies.

La Diapositive 5 présente une hiérarchie des normes qui s'appliquent au maintien de la paix. Cette hiérarchie classe les différents points par ordre d'importance, le plus important étant placé au sommet.

Au sommet de la hiérarchie des normes régissant le maintien de la paix se trouve la **Charte**, qui sert de constitution à l'ONU et s'applique à tous les États Membres.

Les **normes fondamentales du droit international général** sont également au sommet de la hiérarchie. Le Conseil de sécurité de l'ONU est tenu de respecter ces normes dans l'attribution des mandats et dans sa propre pratique. Une mission de maintien de la paix ne peut être mandatée pour attaquer des civils ou repousser

des réfugiés vers des lieux où leur vie est menacée. Cela constituerait une violation des normes fondamentales du droit international relatif aux droits humains, du droit humanitaire et du droit des réfugiés.

Le cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU comprend :

- Le droit international, y compris la Charte, le droit international relatif aux droits humains (DIDH), le droit international humanitaire (DIH), le droit international des réfugiés et le droit pénal international.
- Un mandat du Conseil de sécurité pour chaque mission.
- Le droit national du pays hôte et des pays fournisseurs de troupes (PFT) et d'agents de police (PFA) (voir ci-après).
- Un protocole d'accord (PA) entre l'ONU et les PFT et PFA et un autre entre les opérations de maintien de la paix de l'ONU et les forces de défense ou de sécurité de l'État hôte et d'autres organisations régionales (voir l'exemple ci-après).
- Un accord sur le statut de la mission (ASSM) ou un accord sur le statut de la force (ASSF) entre l'ONU et l'État hôte.
- La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946.
- Des règles, réglementations et orientations internes de l'ONU.
- Les règles d'engagement (RDE) ou la directive sur l'usage de la force (DRF).

Les lois nationales régissant les PFT et les PFA sont particulièrement importantes en ce qui concerne les fautes professionnelles. Les lois sur les PFT et les PFA obligent les auteurs d'infractions à rendre des comptes, car elles ont une compétence pénale exclusive.



Exemple – Protocole d'accord entre une opération de maintien de la paix de l'ONU et l'État hôte

Suite à la Résolution 2364 du Conseil de sécurité de l'ONU (2017), paragraphe 20 (a) (ii), la MINUSMA et le gouvernement de la République du Mali ont convenu le 8 novembre 2017 d'un « protocole d'accord sur la coopération et le soutien mutuel entre la MINUSMA et la composante des forces armées des [Forces de défense et de sécurité maliennes] FDSM » pour soutenir la mise en œuvre des mesures de défense et de sécurité prévues par l'Accord de paix et l'appui au redéploiement des FDSM dans le centre et le nord du Mali. La MINUSMA a également conclu des protocoles d'accord avec la Mission de formation de l'Union européenne (MFUE), Barkhane et d'autres organisations régionales. (Barkhane était une opération de contre-insurrection menée d'août 2014 à novembre 2022 par l'armée française contre les groupes islamistes dans la région sahélienne de l'Afrique.)



Conseils aux formateurs : Rappelez aux apprenants que le droit international comprend :

- Le droit international relatif aux droits humains
- Le droit international humanitaire
- Le droit pénal international
- Le droit international des réfugiés


Charte des Nations Unies



Conseils aux formateurs : Invitez les apprenants à faire un brainstorming sur ce qu'ils se rappellent de la Charte à partir du contenu des leçons précédentes. Notez les points clés sur une feuille de tableau de conférence et développez-les. Passez en revue le contenu des leçons précédentes afin de vous familiariser avec les différents chapitres de la Charte et les spécificités liées au maintien de la paix. Insistez sur le fait que la Charte est la pierre angulaire du cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU, au même titre que le droit international.

Diapositive 6



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Charte des Nations Unies – Chapitres relatifs au maintien de la paix

- I** Rappelle que l'objectif de l'ONU est de « maintenir la paix et la sécurité internationales »
- V** Rappelle que le Conseil de sécurité est le « principal responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales »
- VI** Décrit les mesures pacifiques dont dispose l'ONU pour régler les différends et faire face aux conflits armés
- VII** Rappelle que le « Conseil de sécurité peut prendre des mesures par voie aérienne, maritime ou terrestre selon les besoins »
- VIII** Décrit l'implication des partenaires régionaux dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6



Message clé n°3 : La Charte est une source d'autorité et de légitimité pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Bien que la Charte n'utilise pas le terme « maintien de la paix », certains articles et chapitres y font référence. La base juridique des

opérations de maintien de la paix de l'ONU se trouve principalement dans les chapitres VI et VII.

Les chapitres de la Charte relatifs au maintien de la paix de l'ONU sont les chapitres I, V, VI, VII et VIII.

- Le chapitre I expose les « objectifs et principes » de l'ONU. L'article 1 stipule que l'un des objectifs de l'ONU est de « maintenir la paix et la sécurité internationales ».
- Le chapitre V porte sur le Conseil de sécurité. **Le Conseil de sécurité est le « principal responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales...** Les pouvoirs spécifiques accordés au Conseil de sécurité pour l'accomplissement de ces tâches sont énoncés aux chapitres VI, VII, VIII... ».
- Le chapitre VI traite du « règlement pacifique des différends ». Ce chapitre présente les **mesures pacifiques** dont dispose l'ONU pour régler les différends et faire face aux conflits armés.
- Le chapitre VII prévoit des « actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ». Il stipule que « le Conseil de sécurité... **peut prendre les mesures aériennes, maritimes ou terrestres nécessaires** au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales ». Ce chapitre présente également d'autres moyens d'amener les États à modifier leur comportement.
- Le chapitre VIII traite des « accords régionaux ». Il permet à des groupes de pays d'une même région de travailler ensemble pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

Chapitres VI et VII de la Charte

Les opérations de maintien de la paix basées sur le modèle traditionnel sont appelées « missions du Chapitre VI ». Les opérations basées sur le modèle multidimensionnel et orientées vers l'emploi de la force sont appelées « missions du Chapitre VII ». Ces références aux chapitres de la Charte sont inexactes et trompeuses. Lorsque le Conseil de sécurité autorise une opération de maintien de la paix, il n'a pas à se référer à un chapitre spécifique de la Charte.



Conseils aux formateurs : *Vous devrez peut-être dissiper directement les perceptions erronées selon lesquelles l'autorisation d'une opération de maintien de la paix à employer la force est directement liée à une référence explicite au chapitre VII de la Charte.*

Le Conseil de sécurité se réfère souvent au chapitre VII de la Charte lorsqu'il autorise des opérations de maintien de la paix ou des actions

d'imposition de la paix dans des situations instables d'après-conflit. Cela rappelle aux Etats Membres et aux parties à un conflit leur obligation de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité.

L'autorisation d'une opération de maintien de la paix d'employer la force n'est pas liée à une référence explicite au Chapitre VII de la Charte dans le mandat du Conseil de sécurité. Quel que soit le chapitre auquel il fait référence, le cas échéant, un mandat du Conseil de sécurité correctement formulé constitue la véritable base de l'emploi légitime de la force par le personnel d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

L'autorisation d'**employer la force** dans certaines situations est également guidée par :

- Le concept des opérations (CONOPS) dans les missions
- Les règles d'engagement (RDE)
- La directive sur le recours à la force (DRF).

Se référer à une opération de maintien de la paix de l'ONU en tant que mission relevant du chapitre VI ou du chapitre VII est inexact et trompeur. Les agents de maintien de la paix sont encouragés à éviter ces références afin d'éviter tout malentendu.



Conseils aux formateurs : La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) a eu 75 ans en 2023. Une introduction édifiante de 1 min 30 à la Déclaration est disponible sur la Diapositive 7. Pensez à la projeter pour introduire le sujet. Testez le volume sonore avant le début de la leçon.

Diapositive 7



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Qu'est-ce que la Déclaration universelle des droits de l'homme ?




MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 7

Droit international relatif aux droits humains

Diapositive 8




1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

En quoi consistent les droits de l'homme ?

Les droits humains sont :

- Des droits inhérents à tous les êtres humains, indépendamment de la nationalité, du lieu de résidence, du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur de peau, de la religion, de la langue ou de tout autre statut.
- Nous avons tous le droit d'exercer nos droits de l'homme sans discrimination et sur un pied d'égalité.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8



Message clé n°4 : L'ONU promeut et protège les droits humains, notamment à travers le maintien de la paix. **Les droits humains sont universels**, ce qui signifie qu'ils s'appliquent à tous de manière égale.

Les droits humains sont des droits inhérents à tous les êtres humains, indépendamment de la nationalité, du lieu de résidence, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur de peau, de la religion, de la langue ou de tout autre statut. Nous avons tous le droit d'exercer nos droits humains sans discrimination et sur un pied d'égalité.

Inhérent signifie que quelque chose existe de façon permanente et essentielle.

Le genre décrit les différences socialement construites dans les attributs et les opportunités associées au fait d'être une femme ou un homme, par exemple, et aux interactions et relations sociales entre les femmes et les hommes.


Le sexe fait référence aux différentes caractéristiques biologiques et physiologiques des hommes et des femmes, telles que les organes reproducteurs, les chromosomes et les hormones.

Les droits humains sont universels : chaque personne en bénéficie. Ils sont indivisibles : les différents droits se soutiennent et se renforcent mutuellement et ne peuvent être séparés. Personne ne peut retirer à une personne ses droits humains. Les droits humains d'une personne peuvent être violés, mais légalement, ils ne peuvent pas être retirés ou refusés.

De plus amples informations et définitions sont fournies dans le Module 2, dans la *Leçon 2.3 Droits humains* et la *Leçon 2.7 Femmes, paix et sécurité*.

Diapositive 9



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Exemples de droits humains

Parmi les droits civils et politiques, on peut citer le droit à :

- La vie, d'être à l'abri de la torture, la protection contre la discrimination, la liberté d'expression, le droit à un procès équitable, et de ne pas être tenu en esclavage.

« Les droits de l'homme sont assaillis de toutes parts. Les valeurs universelles se délitent. L'État de droit est en recul. Aujourd'hui, plus que jamais, il nous appartient clairement et collectivement de défendre les droits de l'homme, pour chacun, partout dans le monde. »

António Guterres, Secrétaire général

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9




Message clé n°5 : Les droits humains comprennent les droits civils et politiques. Il s'agit par exemple du droit à la vie, du droit d'être à l'abri de la torture, de la liberté d'expression et du droit à un procès équitable.



Conseils aux formateurs : Vous pouvez lire la citation du Secrétaire général António Guterres de la Diapositive 9.

Diapositive 10



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Exemples de droits humains

Parmi les droits économiques, sociaux et culturels, on peut citer le droit à :

- L'éducation
- L'alimentation
- Au logement et aux soins médicaux
- La sécurité sociale et au travail
- L'égalité de rémunération à travail égal
- L'adhésion à un syndicat

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 10



Message clé n°6 : Les droits humains comprennent les droits économiques, sociaux et culturels. Il s'agit par exemple du droit à l'éducation, à l'alimentation, au logement, aux soins médicaux et à un salaire égal pour un travail égal.

Diapositive 11



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Qu'est-ce que le droit international relatif aux droits humains ?

- Droit international protégeant les droits humains fondamentaux de chaque individu à tout moment
- S'applique à tous les êtres humains, en temps de guerre comme en temps de paix



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 11



Message clé n°7 : Le droit international relatif aux droits humains (DIDH) est le droit international qui protège les droits humains fondamentaux de chaque individu en tout temps, y compris pendant les conflits armés. Le DIDH s'applique à tous les êtres humains, indépendamment de leur âge et de leur situation, en temps de paix comme en temps de guerre.

Le DIDH protège tout particulièrement certains types de droits humains et certains groupes de personnes vulnérables ou victimes de discrimination.

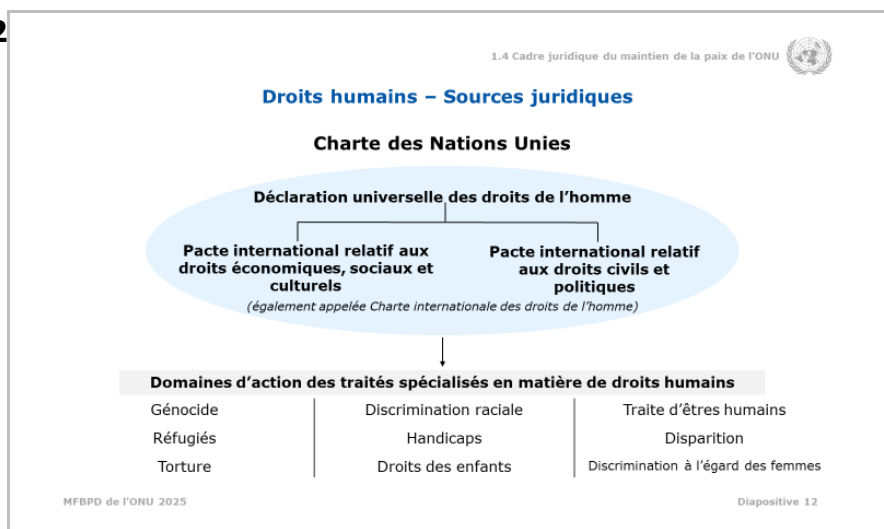
Les femmes et les enfants sont deux groupes bénéficiant de ces mesures de protection spéciales.

Les groupes vulnérables comprennent :

- Les réfugiés
- Les personnes déplacées internes (PDI) et les migrants forcés : Les personnes qui ont fui leur domicile en raison d'un conflit armé, de persécutions, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles
- Les minorités : Les groupes dont l'ethnie, la religion ou la langue commune diffère de celle de la population majoritaire
- Les détenus : Les personnes en détention, en attente d'un procès ou purgeant une peine judiciaire

- Les personnes handicapées : Les personnes blessées ou mutilées (on parle de blessure lorsque l'on est blessé mais que l'on peut se rétablir, tandis que l'on parle de mutilation lorsque l'on est blessé et qu'une partie du corps est enlevée ou endommagée de façon permanente) ou vivant avec un handicap physique ou mental
- Les travailleurs migrants, les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Diapositive 12



Message clé n°8 : Le droit international relatif aux droits humains (DIDH) est inscrit dans la Charte et dans d'autres traités et conventions internationaux. La Charte internationale des droits de l'homme est la pierre angulaire des droits humains. Elle est composée de trois parties principales :

- La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Charte internationale des droits de l'homme est la pierre angulaire des droits humains. Elle est composée de :

- La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), adoptée en 1948
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté en 1966
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté en 1966.

Ensemble, la Charte des Nations Unies et la Charte internationale des droits de l'homme soulignent que les droits humains et les libertés fondamentales sont universels et garantis à tous. Tous les êtres humains :

- Naissent libres et égaux
- Sont dotés de raison et de conscience
- Agissent les uns envers les autres dans un esprit de solidarité.

La Charte engageait déjà tous les États Membres à promouvoir, respecter et appliquer les droits humains et les libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion (Articles 1 et 55). D'autres traités relatifs aux droits humains sont venus compléter la Charte internationale des droits de l'homme. Ces traités portaient sur des domaines spécifiques, par exemple la prévention du génocide et de la torture et la protection des groupes vulnérables.



Exemples – Instruments juridiques relatifs aux droits humains traitant de questions spécifiques

- La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965)
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)
- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989)
- La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990).




Conseils aux formateurs : *Lors d'un conflit armé, le droit international humanitaire détermine les conditions d'emploi de la force dans le cadre du mandat. Des informations supplémentaires sur le droit international humanitaire, les règles d'engagement et les directives sur l'usage de la force sont fournies ci-dessous.*

Droit international humanitaire

Diapositive 13



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Qu'est-ce que le droit international humanitaire ?

- « Droit de la guerre » ou « droit des conflits armés »
- **S'applique en cas de conflit armé**
- Limite l'impact négatif des conflits armés et réduit les souffrances pendant les guerres
- Les individus sont protégés par le droit international humanitaire s'ils ne participent pas ou plus aux hostilités

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13



Message clé n°9 : Le droit international humanitaire (DIH) est également connu sous le nom de « droit de la guerre » ou « droit des conflits armés ». Le DIH a pour objectif de limiter l'impact humanitaire des conflits armés et d'atténuer les souffrances pendant les guerres. La plupart des dispositions du droit international humanitaire ne s'appliquent qu'en cas de conflit armé.

Le droit international humanitaire (DIH) est parfois connu sous le nom de « droit de la guerre » ou « droit des conflits armés ». Le DIH a pour objectif de limiter l'impact des conflits armés sur les populations et d'atténuer les souffrances pendant les conflits violents et les guerres. La plupart des dispositions du droit international humanitaire ne s'appliquent qu'en cas de conflit armé.

Certaines dispositions relatives aux obligations des États s'appliquent également en temps de paix :

- Diffuser le DIH
- Intégrer des conseillers juridiques
- Procéder à l'examen juridique des armes et des moyens et méthodes de guerre.

Le terme « conflit armé » désigne **à la fois les conflits armés internationaux et non internationaux.**

- Les **conflits armés internationaux** opposent deux ou plusieurs États entre eux.

- Les **conflits armés non internationaux ou internes** opposent un ou plusieurs États à des groupes armés non étatiques organisés ou constituent des conflits entre ces groupes.



Conseils aux formateurs : *Rappelez les termes « conflit interétatique » et « conflit intra-étatique » aux apprenants.*

Soulignez la similitude de ces termes avec les expressions « conflit armé international » et « conflit armé non international ou interne », qui sont spécifiques au DIH.

Précisez qu'aujourd'hui, la plupart des opérations de paix contemporaines de l'ONU sont déployées dans le cadre d'un conflit armé non international.

Le droit international humanitaire protège les personnes qui ne participent pas aux hostilités ou qui n'y participent plus. Il s'agit des civils, des blessés, des prisonniers, du personnel médical, des aumôniers, des professionnels des médias et des travailleurs humanitaires.

Le DIH défend les droits fondamentaux des civils, des victimes et des non-combattants dans le cadre d'un conflit armé.

En outre, le droit international humanitaire restreint les moyens et les méthodes de guerre. Il n'autorise pas l'utilisation de certaines armes parce qu'elles causent des blessures ou des souffrances inutiles.



Exemples – Armes causant des blessures ou des souffrances inutiles

- Armes incendiaires, chimiques ou biologiques
- Armes qui explosent en fragments destinés à blesser des personnes et qui ne peuvent être détectés sous la peau par rayons X
- Armes à laser qui rendent les gens aveugles.


Le droit international humanitaire proscriit certaines méthodes de guerre. Parmi elles figure la perfidie, qui consiste à prétendre avoir droit à la protection du droit international humanitaire dans le cadre d'une stratégie contre l'ennemi. La perfidie comprend l'utilisation mensongère des emblèmes distinctifs de la Croix-Rouge ou de l'ONU. La privation de nourriture et les attaques aveugles sont également des méthodes de guerre prosrites.

Les règles du droit international humanitaire sont contraignantes et s'appliquent à toutes les parties à un conflit armé. Toutefois, elles ne couvrent pas les tensions ou les troubles internes, tels que les émeutes, ni les actes de violence isolés et

sporadiques. La loi s'applique dès le début d'un conflit. Elle s'applique de la même manière à toutes les parties, quelle que soit la partie ayant initié les hostilités.


Diapositive 14



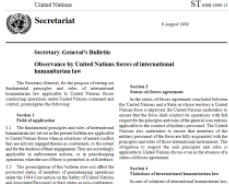
1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Droit humanitaire – Sources juridiques

- **Les Conventions de Genève (1949) énoncent des accords sur le comportement des États et des personnes en temps de guerre et de conflit et contiennent les principales règles du DIH**
- **Notamment :**
 - Les principes de proportionnalité et de nécessité
 - L'interdiction d'infliger des souffrances



PROTOCOLS
ADDITIONAL TO THE GENEVA
CONVENTIONS
OF 12 AUGUST 1949



United Nations
ST/HR/1998/12
Secretary-General's Bulletin
Observance by United Nations Forces of International
Humanitarian Law

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 14



Message clé n°10 : Les quatre conventions de Genève et les deux protocoles additionnels contiennent les principales règles du droit international humanitaire (DIH).

Les quatre conventions de Genève (1949) et les deux protocoles additionnels (1977) énoncent des points d'accord sur le comportement des États et des populations en temps de guerre et de conflit. Les conventions de Genève et les protocoles additionnels contiennent les principales règles du droit international humanitaire.

Le droit international humanitaire comprend également d'autres conventions et traités visant à protéger les biens culturels et l'environnement pendant les conflits armés.

Diapositive 15



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Règles essentielles du droit international humanitaire

1. Les cibles civiles ne peuvent être attaquées. Seules les attaques contre des objectifs militaires sont autorisées.
2. Les civils et toute personne ne participant plus aux hostilités doivent être respectés et traités avec humanité.
3. Toute personne qui se rend ou qui cesse de combattre (par exemple, un blessé) ne peut être attaquée.
4. La torture est interdite en tout temps et en toutes circonstances.
5. Les combattants et les civils capturés doivent être respectés et protégés.
6. Il est interdit d'utiliser des armes ou des méthodes de guerre susceptibles de causer des blessures excessives ou des souffrances inutiles.

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 15

Les principes fondamentaux du DIH comprennent :

- La distinction entre civils et combattants
- L'interdiction d'attaquer les personnes hors de combat (c'est-à-dire celles qui sont malades, blessées ou incapables d'accomplir des tâches de combat)
- L'interdiction d'infliger des souffrances
- Le principe de nécessité
- Le principe de précaution pour minimiser les risques pour les civils
- Le principe de proportionnalité (qui interdit les attaques lorsqu'elles ne peuvent éviter de causer aux civils ou aux biens de caractère civil des dommages plus importants que l'avantage militaire qu'elles pourraient procurer).

Tous les agents de maintien de la paix de l'ONU sont tenus d'appliquer ces principes fondamentaux du droit international humanitaire. Les diapositives présentent les règles essentielles et les modalités de leur application.

Diapositive 16



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Règles essentielles du droit international humanitaire

7. Les blessés et les malades doivent être recueillis et soignés.
8. Le personnel médical et les établissements, transports et équipements médicaux doivent être respectés et protégés.
9. Les emblèmes de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal-Rouge sont des symboles d'assistance et doivent être respectés.
10. La prévention et la poursuite des crimes de guerre couvrent les attaques contre les civils, le recrutement d'enfants comme soldats, la torture des prisonniers et les violences sexuelles.



INTERNATIONAL COMMITTEE
OF THE RED CROSS

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 16



Message clé n°11 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU doivent respecter et se conformer aux six principes fondamentaux du droit international humanitaire (DIH) et aux règles qui s'y rapportent.



Conseils aux formateurs : Les règles font référence aux emblèmes de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal-Rouge. Demandez aux apprenants s'ils connaissent ces emblèmes ou symboles et l'organisation qu'ils représentent. Vous devez être en mesure d'apporter rapidement des précisions sur le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et sur leurs emblèmes. Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est un réseau humanitaire mondial qui aide les personnes confrontées à des conflits et à des catastrophes. Le Mouvement comprend :

- Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- 192 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Les pratiques éthiques du Mouvement sont guidées par sept principes fondamentaux : l'humanité, l'impartialité, la neutralité, l'indépendance, le volontariat, l'unité et l'universalité. Le Mouvement dispose de trois symboles mondialement reconnus : la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge et le Cristal-Rouge. Ces emblèmes symbolisent l'assistance aux personnes dans des situations et des périodes de conflits violents et de catastrophes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web du CICR, sous la rubrique « Qui sommes-nous ».

Règles d'engagement et Directive sur le recours à la force

Diapositive 17



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Règles d'engagement (RDE) et directives sur le recours à la force (DRF)

- Encadrent l'**emploi de la force** et comprennent des contraintes et des limites (portée).
- Les RDE guident la composante militaire et les DRF la composante police.
- Conformément au mandat du Conseil de sécurité, à la Charte et au droit international.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 17



Message clé n°12 : Les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF) guident l'emploi de la force conformément à la Charte et au mandat du Conseil de sécurité. Ces documents juridiquement contraignants sont internes à l'ONU et respectent le droit international humanitaire (DIH) et le droit international relatif aux droits humains (DIDH).

Les règles d'engagement (RDE) encadrent la composante militaire. La directive sur le recours à la force (DRF) s'adresse à la composante de police, au sein de laquelle les unités de police constituées (UPC) peuvent être autorisées à porter des armes.

Les RDE et la DRF :

- S'appliquent spécifiquement au personnel militaire et policier, respectivement
- Précisent comment et quand une mission de maintien de la paix peut employer la force. Ces précisions incluent les contraintes et limites (portée) relatives à l'usage de la force et le droit à la légitime défense
- Définissent les différents niveaux de force à utiliser en fonction des circonstances
- Fournissent des conseils pratiques aux commandants, notamment sur les autorisations nécessaires

- Constituent des documents spécifiques à une mission qui s'appliquent à une mission et à un mandat particuliers.

Les RDE :

- Définissent l'autorisation du personnel militaire armé de l'ONU à faire usage de la force dans le cadre de la mise en œuvre du mandat
- Précisent les circonstances dans lesquelles le personnel militaire armé de l'ONU ne peut pas faire usage de la force
- S'appliquent à l'ensemble du personnel militaire armé et des unités de la mission.

La DRF :

- Indique si la police de l'ONU est armée
- Indique si elle a l'autorisation légale d'employer la force
- S'applique à l'ensemble du personnel policier armé et des unités telles que les UPC en mission.


Diapositive 18



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Importance du cadre juridique

- L'emploi de la force est spécifique à chaque mission et à son mandat.
- Diffère des restrictions légales nationales des PFT et des PFA.
- Les RDE et les DRF doivent être suffisamment solides pour conserver leur crédibilité et disposer d'une liberté d'action pour mettre en œuvre le mandat.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 18



Message clé n°13 : Les règles relatives à l'usage de la force doivent être très claires pour le personnel militaire et policier armé de l'ONU. Ils doivent connaître les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF). L'emploi de la force peut différer des restrictions légales en vigueur dans les pays fournisseurs de troupes et d'agents de police.

Il est essentiel que tous les agents de maintien de la paix **comprennent clairement** les RDE et la DRF, car :

- L'emploi de la force est spécifique à chaque mission et à son mandat. Le personnel militaire et policier armé doit être conscient de la manière dont cette force doit être appliquée sur le terrain.
- Les opérations de maintien de la paix contemporaines sont souvent déployées dans des environnements instables et potentiellement dangereux. Les RDE et la DRF sont suffisamment solides pour qu'une opération de maintien de la paix de l'ONU puisse : (a) conserver sa crédibilité et (b) disposer d'une liberté d'action pour mettre en œuvre le mandat.
- Les pays fournisseurs de troupes (PFT) et les pays fournisseurs d'agents de police (PFA) peuvent disposer de restrictions légales nationales sur l'usage de la force. Ils doivent informer le Département des opérations de paix (DPO) et le commandant de l'armée ou de la police de toute restriction afin d'éviter tout problème.

La direction de la mission veille à ce que tous les membres du personnel concernés par la mission connaissent les RDE et la DRF et les appliquent de manière uniforme. Les commandants militaires et de police de l'ONU sont responsables de l'assimilation des RDE et de la DRF par l'ensemble du personnel placé sous leur commandement.

Le DPO informe les PFT et les PFA. Il fournit des documents essentiels, notamment le concept des opérations (CONOPS), les RDE et la DRF, par l'intermédiaire des missions permanentes des États Membres à New York. Les missions permanentes sont les représentants diplomatiques d'un pays auprès de l'ONU.

Autres aspects du cadre juridique




Conseils aux formateurs : Évaluez les besoins du groupe d'apprenants pour déterminer la quantité d'informations à inclure dans le contenu suivant. La conduite et la discipline sont abordées dans le Module 3.

Outre les cadres juridiques spécifiques au maintien de la paix tels que les résolutions du Conseil de sécurité, les protocoles d'accord (PA) entre l'ONU et les PFT et PFA, les accords avec les États hôtes et les conventions, règles et réglementations de l'ONU, d'autres lois internationales font également partie du cadre juridique.

Parmi celles-ci figurent le droit pénal international et le droit international des réfugiés.

Diapositive 19



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Cadres juridiques spécifiques au maintien de la paix

- **Mandat du Conseil de sécurité**
 - Base juridique la plus élevée pour le déploiement d'une mission
 - Décrit les tâches et les responsabilités que le conseil attend de la mission
- **Les agents de maintien de la paix doivent respecter les lois et les coutumes du pays hôte**

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 19

Mandat du Conseil de sécurité : Les mandats du Conseil de sécurité ont été présentés dans les leçons précédentes. Pour rappel :

- Le mandat du Conseil de sécurité confère une légitimité internationale à la présence d'une opération de maintien de la paix dans un pays.
- Le mandat constitue la base juridique de toutes les actions ou activités entreprises par l'opération, y compris l'emploi de la force.
- Le mandat définit les tâches d'une opération de maintien de la paix de l'ONU et l'effectif total nécessaire pour mener à bien ces tâches.
- Les tâches du mandat s'alignent sur le droit international et les accords de paix et s'y rattachent.

Lois nationales du pays hôte : Les agents de maintien de la paix doivent respecter les lois nationales du pays hôte, ainsi que les coutumes et la culture locales.

Diapositive 20



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Cadres juridiques spécifiques au maintien de la paix

Protocole d'accord entre l'ONU et le PFT ou le PFA

- Modalités de remboursement par l'ONU des troupes, des UPC ou des équipements prêtés
- Obligations des PFT et PFA de garantir une qualité adéquate du personnel et des équipements
- Obligations en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (EAS) dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU

Accords avec l'État hôte (ASSM/ASSF)

- Documents juridiques signés par l'ONU et les États hôtes
- Règlement des questions relatives à la présence des agents
- Privilèges et immunités pour les missions et le personnel de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 20

Protocole d'accord (PA) entre l'ONU et un PFT/A : Le protocole d'accord est un accord juridique qui précise :

- Comment l'ONU remboursera les gouvernements pour les troupes, les UPC ou les équipements prêtés à une opération de maintien de la paix
- Les obligations des gouvernements fournisseurs afin de garantir la qualité adéquate du personnel et des équipements
- Les obligations des PFT et PFA, des commandants, des troupes et des agents de police pour **prévenir l'exploitation et les abus sexuels** dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, qui ont été mises en œuvre depuis 2007.


Accords avec l'État hôte : Accord sur le statut de la force/accord sur le statut de la mission

- Dans le cadre des opérations de maintien de la paix **avec du personnel armé**, l'ONU a conclu un accord sur le statut de la force (ASSF) avec l'État hôte, qui s'applique à l'ensemble du personnel.
 - Un exemple d'ASSF est disponible sur le site web de la MINUSS.
- Dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ou de missions spéciales de l'ONU **avec du personnel non armé**, l'ONU a conclu un accord sur le statut de la mission (ASSM) qui s'applique à l'ensemble du personnel de la mission.
- Ces accords juridiques confèrent une immunité fonctionnelle à l'ensemble du personnel de maintien de la paix sur la base de la *Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies*, y compris aux militaires et aux policiers qui ne sont pas techniquement membres du personnel de l'ONU.
- Les accords définissent le statut juridique et les modalités concernant :

- L'utilisation par l'ONU d'installations, de moyens de transport et d'autres équipements et communications
- La liberté de circulation dans le pays.
- Ils prévoient un mécanisme de résolution des désaccords sur ces questions entre le pays hôte et l'ONU.

Diapositive 21



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 


Qu'est-ce qu'un accord sur le statut de la force (ASSF) ?

- **Un accord international entre :**
 - Un État ou une organisation internationale qui envoie des forces militaires et autres
 - Un État qui a consenti à recevoir ces forces
- **Définit les obligations des forces envoyées**
- **Définit les immunités par rapport à la législation de l'État hôte et les privilèges que celui-ci accordera**

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 21

Diapositive 22



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Cadres juridiques spécifiques au maintien de la paix

- **La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946**
 - Immunité fonctionnelle contre l'arrestation, la détention et la saisie
 - Immunité de juridiction pour les actes et paroles officiels
- **Règles, règlements et orientations internes de l'ONU, y compris en matière de conduite et de discipline**

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 22

La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946

- La Convention confère un statut juridique à l'ONU et à ses organes subsidiaires. Elle accorde certains privilèges et immunités à l'ONU et à ses fonctionnaires afin de permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs et au personnel de remplir ses fonctions sans interférence.

- La Convention garantit l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées ou écrites et les actes accomplis dans l'exercice de fonctions officielles. Elle prévoit également l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention.
- Les privilèges et immunités sont accordés dans l'intérêt de l'ONU, et non pour le bénéfice personnel des individus.
- **Le Secrétaire général a le droit et le devoir de lever l'immunité** d'un fonctionnaire ou d'un expert dans tous les cas où, selon lui, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle pourrait être levée sans nuire aux intérêts de l'ONU. **Des conséquences graves s'appliquent à toute personne impliquée dans une faute professionnelle.**

Règles, règlements et orientations internes de l'ONU

- Les directives et règles de l'ONU et des missions contiennent des conseils plus détaillés à l'intention du personnel de maintien de la paix.
- Les **règles et règlements de l'ONU sur la conduite et la discipline du personnel de maintien de la paix**, abordés dans le Module 3, constituent une référence essentielle.

Diapositive 23



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU

Autres aspects des cadres juridiques

Droit pénal international (DPI)

- Régit la poursuite des individus pour des crimes internationaux
- Définit les crimes internationaux les plus graves – le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression
- Obligation des États de poursuivre les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide
- Les tribunaux internationaux peuvent être compétents pour engager des poursuites (par exemple, la Cour pénale internationale)



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 23

Droit pénal international : Le droit pénal international régit la poursuite des individus pour des crimes internationaux. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) est entré en vigueur le 1er juillet 2002. Il définit les crimes internationaux les plus graves : le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression.

- Les **crimes de guerre** sont des violations graves du DIH, commises dans le cadre d'un plan ou d'une politique à grande échelle. Ils se produisent dans le cadre de conflits armés internationaux (interétatiques) et non internationaux (intra-étatiques). Les crimes de guerre comprennent :

- Le meurtre
- La torture ou les traitements inhumains
- La prise d'otages
- Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile
- Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à des fins caritatives, des monuments historiques ou des hôpitaux
- Le pillage, c'est-à-dire le vol avec violence
- Le viol, l'esclavage sexuel, la grossesse forcée ou toute autre forme de violence sexuelle
- La conscription ou l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou des groupes armés en vue de leur participation à des hostilités.
- Les **crimes contre l'humanité** sont des crimes graves commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre des civils. Les crimes contre l'humanité peuvent également être commis en temps de paix, tout comme le crime de génocide.

Le Statut de Rome de la CPI précise trois éléments constitutifs d'un crime de guerre :

- Un élément physique, qui comprend la commission de « l'un des actes suivants » :
 - Meurtre
 - Extermination
 - Torture
 - Viol ou autres violences sexuelles
 - Disparitions forcées
 - Esclavage
 - Transfert forcé de populations.
- Un élément contextuel : « lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile ».
- Un élément mental : « en connaissance de l'attaque », l'auteur agit en connaissance de l'attaque contre la population civile et son action fait partie de cette attaque.
- Le **génocide** désigne l'un des actes suivants, commis dans l'intention de détruire un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tout ou en partie :

- Tuer des membres du groupe
- Infliger des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe
- Soumettre délibérément le groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle
- Imposer des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe
- Transférer de force des enfants du groupe à un autre groupe.

Diapositive 24



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Autres aspects des cadres juridiques

Protection des personnes déplacées en vertu du droit international

- La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés est au fondement du droit international des réfugiés
- Le droit international des réfugiés garantit les droits humains des réfugiés et énonce les obligations des États en matière de protection des réfugiés vivant sur leur territoire
- Les principes directeurs de l'ONU relatifs aux personnes déplacées internes (PDI) identifient les droits et les garanties de protection de ces personnes



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 24

La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés est au fondement du droit international des réfugiés qui définit un réfugié comme une personne qui :

- A fui son pays
- A franchi une frontière internationale
- Vit dans un autre pays
- Ne peut rentrer chez elle en raison de probables persécutions fondées sur la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un groupe particulier.


Le droit international des réfugiés garantit les droits humains des réfugiés et énonce les obligations des États en matière de protection des réfugiés vivant sur leur territoire.

Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays : Les personnes déplacées internes (PDI), comme les réfugiés, ont fui leur foyer et ne peuvent y retourner, mais elles n'ont pas franchi de frontière internationale.

Les principes directeurs relatifs aux personnes déplacées internes identifient les droits et les garanties pour la protection de ces personnes.

Diapositive 25



1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU 

Autres aspects des cadres juridiques

Cour pénale internationale

- La Cour pénale internationale (CPI) enquête, le cas échéant
- Juge les personnes accusées des crimes les plus graves contre l'humanité
- Régie par le Statut de Rome
- La première cour pénale internationale permanente
- Un tribunal de dernier recours, chargé de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves, s'ils ont été commis après le 1er juillet 2002

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 25

La Cour pénale internationale (CPI) : Enquête et, le cas échéant, juge les personnes accusées des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale : génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crime d'agression. Régie par un traité international appelé Statut de Rome, la CPI est la première cour pénale internationale permanente au monde.

124 pays ont ratifié la CPI. La CPI est une juridiction de dernier ressort. Elle a pour mandat de poursuivre les auteurs de ces crimes les plus graves s'ils ont été commis après le 1er juillet 2002.



Message clé n°14 : D'autres documents juridiques s'appliquent au maintien de la paix, notamment le droit international des réfugiés, les principes directeurs sur les déplacements internes et le droit pénal international.

Clôture de la leçon

Diapositive 26



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés

Message clé n°1 : Le cadre juridique désigne l'ensemble des règles et des lois qui régissent les actions, les tâches et la conduite des opérations de maintien de la paix et de leur personnel.

Message clé n°2 : Tout le personnel de l'ONU engagé dans des missions de maintien de la paix est soumis à des règles juridiques contraignantes, à commencer par celles qui figurent dans la Charte des Nations Unies.

Message clé n°3 : La Charte est une source d'autorité et de légitimité pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Bien que la Charte n'utilise pas le terme « maintien de la paix », certains articles et chapitres y font référence. La base juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU se trouve principalement dans les chapitres VI et VII.

Message clé n°4 : L'ONU promeut et protège les droits humains, notamment à travers le maintien de la paix. **Les droits humains sont universels**, ce qui signifie qu'ils s'appliquent à tous de manière égale.

Message clé n°5 : Les droits humains comprennent les droits civils et politiques. Il s'agit par exemple du droit à la vie, du droit d'être à l'abri de la torture, de la liberté d'expression et du droit à un procès équitable.

Message clé n°6 : Les droits humains comprennent les droits économiques, sociaux et culturels. Il s'agit par exemple du droit à l'éducation, à l'alimentation, au logement, aux soins médicaux et à un salaire égal pour un travail égal.

Message clé n°7 : Le droit international relatif aux droits humains (DIDH) est le droit international qui protège les droits humains fondamentaux de chaque individu en tout temps, y compris pendant les conflits armés. Le DIDH s'applique à tous les êtres humains, indépendamment de leur âge et de leur situation, en temps de paix comme en temps de guerre.

Message clé n°8 : Le droit international relatif aux droits humains (DIDH) est inscrit dans la Charte et dans d'autres traités et conventions internationaux. La Charte internationale des droits de l'homme est la pierre angulaire des droits humains. Elle est composée de trois parties principales :

- La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Message clé n°9 : Le droit international humanitaire (DIH) est également connu sous le nom de « droit de la guerre » ou « droit des conflits armés ». Le DIH a pour objectif de limiter l'impact humanitaire des conflits armés et d'atténuer les souffrances pendant les guerres. La plupart des dispositions du droit international humanitaire ne s'appliquent qu'en cas de conflit armé.

Message clé n°10 : Les quatre conventions de Genève et les deux protocoles additionnels contiennent les principales règles du droit international humanitaire (DIH).

Message clé n°11 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU doivent respecter et se conformer aux six principes fondamentaux du droit international humanitaire (DIH) et aux règles qui s'y rapportent.

Message clé n°12 : Les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF) guident l'emploi de la force conformément à la Charte et au mandat du Conseil de sécurité. Ces documents juridiquement contraignants sont internes à l'ONU et respectent le droit international humanitaire (DIH) et le droit international relatif aux droits humains (DIDH).

Message clé n°13 : Les règles relatives à l'usage de la force doivent être très claires pour le personnel militaire et policier armé de l'ONU. Ils doivent connaître les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF). L'emploi de la force peut différer des restrictions légales en vigueur dans les pays fournisseurs de troupes et d'agents de police.

Message clé n°14 : D'autres documents juridiques s'appliquent au maintien de la paix, notamment le droit international des réfugiés, les principes directeurs sur les déplacements internes et le droit pénal international.